

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**VIH : la séquelle la plus durable de la guerre**

Index AI : AFR 62/026/2004

ÉFAI

Mercredi 1^{er} décembre 2004**ARTICLE DESTINÉ AU SITE news.amnesty**

Le conflit qui a fait rage de 1996 à 2003 dans la République démocratique du Congo (RDC) a gravement atteint l'infrastructure et les populations du pays. La destruction des domiciles et des hôpitaux, les homicides en masse et la cruauté qui caractérisaient cette guerre sale ont laissé des enfants sans familles, des victimes sans jambes ou sans bras, et un très grand nombre de malades.

Cependant, cette violence s'est également exprimée d'une manière qui risque de la rendre très difficile à guérir. Le conflit en RDC a été particulièrement marqué par l'usage systématique du viol comme arme de guerre. Comme l'histoire humaine le montre tragiquement, le viol suit toujours de près les conflits, mais en RDC, il a été manifestement utilisé par des groupes armés comme l'une des armes principales contre leurs adversaires et la population civile. Dans l'est de la RDC, des membres de groupes armés ont violé des dizaines de milliers de femmes, dont des fillettes ou des femmes âgées, ainsi qu'un certain nombre d'hommes et de jeunes garçons, afin de terroriser, d'humilier et de soumettre les populations civiles.

En RDC, le viol en masse a contribué à répandre le virus VIH, ce qui devrait avoir des conséquences catastrophiques pour l'avenir sanitaire du pays. Le Programme national de lutte contre le SIDA en RDC estime que le taux d'infection a atteint 20 p. cent dans les provinces de l'est, et que le virus pourrait menacer plus de la moitié de la population dans la décennie à venir. Selon certains experts, le taux de prévalence réel du VIH dans l'est de la RDC pourrait être bien plus élevé. Dans un pays situé au cœur d'un continent décimé par le SIDA, ce phénomène aura de graves implications sur la capacité de la RDC à surmonter son histoire récente, marquée par la guerre.

Les femmes sont plus affectées par le SIDA ; selon l'ONUSIDA, les jeunes femmes ont trois fois plus de chances de vivre avec le VIH/SIDA que les jeunes hommes. Là où le SIDA est une conséquence du viol, l'effet sur les femmes est catastrophique. Les personnes ayant subi un viol sont souvent abandonnées par leurs familles et leurs communautés, obligées de quitter leur domicile et laissées dans la pauvreté. Les victimes de viol en RDC souffrent fréquemment d'autres blessures et maladies.

L'infrastructure sanitaire de la RDC s'est totalement effondrée. Les combattants ont délibérément visé les centres médicaux et les hôpitaux, en attaquant, pillant et détruisant nombre d'entre eux, forçant les blessés et les malades à fuir. Les structures médicales subsistantes, surpeuplées, manquent d'hygiène et des moyens élémentaires, comme l'eau, l'électricité ou le matériel de stérilisation.

Judith (il s'agit d'un pseudonyme), âgée de vingt-cinq ans, craint d'avoir contracté le VIH/SIDA à cause d'un viol commis par un groupe armé deux ans plus tôt. « *Ils sont entrés chez nous, ont pris toutes nos possessions, et violé toute la famille : ma belle-sœur, les enfants, les oncles : les hommes comme les femmes. Nous tous... Depuis le viol, je suis très malade. J'ai des problèmes permanents à l'estomac, des diarrhées... On dirait que mes jambes ne fonctionnent plus.* »

Pour de nombreuses victimes comme Judith, l'infection VIH entraîne presque à coup sûr une condamnation à mort. Les centres sanitaires de l'État n'offrent d'autre traitement pour le VIH/SIDA qu'un test volontaire. Les personnes obtenant un résultat positif se voient généralement gratifiées de quelques conseils rapides, en tout et pour tout. Seule une ONG internationale dans l'est de la RDC propose un traitement antirétroviral permettant de prolonger l'espérance de vie des personnes infectées. Cette ONG espère traiter 150 personnes en 2005. Il s'agit donc d'une goutte d'eau dans la mer par rapport aux besoins réels. Des mesures beaucoup plus importantes doivent être prises pour rebâtir l'infrastructure médicale du pays.

Des changements sociaux doivent aussi avoir lieu en RDC. Avant la guerre, les femmes souffraient d'une discrimination économique, sociale et culturelle qui les rendait plus vulnérables. Une femme mariée avait besoin de la permission de son mari pour porter une affaire devant un tribunal, les textes de loi sur l'adultère punissaient davantage les femmes que les hommes, et la gestion des biens et propriétés était confiée au mari : tout cela correspond à une culture où les femmes étaient considérées comme des citoyens de deuxième classe, et où d'innombrables femmes ont par la suite été violées, lors du conflit.

Pour guérir réellement les blessures de ce conflit, le changement social doit s'accompagner du développement de l'infrastructure et des systèmes médicaux. Si les femmes bénéficient d'une place plus juste dans la société, elles auront une meilleure chance de mettre un terme définitif au conflit. Un certain nombre d'organisations congolaises de développement, de défense des droits des femmes et des droits humains, ainsi que

des églises, se sont mobilisées pour répondre aux besoins des victimes. Les femmes, qui ont tant souffert pendant ce conflit, ont la détermination de changer et de développer une société où la santé et le bien-être sont une priorité. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>